



Assemblée générale

Distr. générale
18 août 2014
Français
Original : anglais

Soixante-neuvième session

Point 19 de l'ordre du jour provisoire*

Rapport du Secrétaire général sur l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau

Résumé

Le présent rapport donne une vue d'ensemble de l'origine, du but et de l'incidence des activités entreprises en 2013 pour célébrer l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau, proclamée par l'Assemblée générale dans sa résolution 65/154, en vue d'accroître et de renforcer la coopération dans le domaine de l'eau, à l'échelon mondial, face aux pressions croissantes exercées sur les ressources en eau et leur incidence sur les sociétés et la nature. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a été chargée par ONU-Eau, de coordonner les préparatifs de l'Année, en collaboration avec la Commission économique pour l'Europe (CEE) et le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat et avec l'appui du Programme d'ONU-Eau pour le développement des capacités dans le cadre de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau, source de vie » (2005-2015) et du Programme d'ONU-Eau pour le plaidoyer et la communication dans le cadre de la Décennie. L'UNESCO a établi le présent rapport au nom d'ONU-Eau, en consultation avec tous les membres et partenaires d'ONU-Eau.

* A/69/150.



I. Introduction

1. L'eau est indispensable à la vie et au développement mais les ressources en eau de la planète sont limitées. Nous avons l'eau en partage, quel que soit le cadre, et les questions relatives à l'eau dépassent les frontières physiques, politiques et juridictionnelles. De par sa nature même, l'eau est une question intersectorielle qui exige qu'on s'y intéresse à tous les niveaux et dans tous les secteurs et fait intervenir de nombreuses parties prenantes, qui ont souvent des besoins différents ou concurrents. Ce n'est qu'en coopérant dans ce domaine que l'humanité réussira à gérer les ressources en eau limitées et précaires, qui subissent des pressions croissantes du fait des activités d'une population mondiale comptant plus de 7 milliards de personnes et en augmentation constante. La pression exercée sur les ressources en eau s'accroît en raison de son utilisation à des fins agricoles et industrielles, de la pollution, de l'urbanisation et des changements anthropiques au niveau mondial.

2. La coopération dans le domaine de l'eau revêt diverses formes, qui vont de la coopération transfrontalière à la gestion des aquifères souterrains et des bassins hydrographiques partagés, en passant par les échanges de données scientifiques, la coopération financière et technique et la coopération entre les femmes et les hommes aux fins d'une gouvernance de l'eau qui tienne compte des disparités entre les sexes. La coopération internationale est nécessaire pour régler un grand nombre de questions de gestion, telles que les décisions en matière d'allocation des ressources en eau, les incidences de la pollution ou du captage de l'eau en amont et en aval, le développement des infrastructures, la surexploitation et le financement de la gestion de l'eau. En résumé, on entend par coopération dans le domaine de l'eau la gestion et l'utilisation pacifiques des ressources en eau douce aux niveaux local, national, régional et international par les différents acteurs et secteurs, ainsi que par les générations successives. La notion de coopération dans le domaine de l'eau suppose une action concertée, en vue de la réalisation d'un objectif commun d'une manière qui profite à tous, dans un esprit de solidarité. Pour développer cette coopération, il faut adopter une approche multidisciplinaire qui intègre les aspects culturels, éducatifs et scientifiques, les dimensions religieuses, éthiques, sociales, politiques, juridiques, institutionnelles et économiques et la problématique hommes-femmes. La coopération dans le domaine de l'eau est un moyen d'instaurer la paix et de jeter les bases du développement durable et de l'égalité des sexes.

3. En décembre 2010, l'Assemblée générale, a proclamé 2013 Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau, dans sa résolution 65/154, comme suite à la proposition faite par un groupe d'États Membres à l'initiative du Tadjikistan. Les 31 membres d'ONU-Eau ont chargé l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) des préparatifs de l'Année et de la Journée mondiale de l'eau de 2013, en coopération avec la Commission économique pour l'Europe (CEE) et le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et avec le soutien des Programmes d'ONU-Eau pour le développement des capacités et pour le plaidoyer et la communication dans le cadre de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau, source de vie » (2005-2015). La campagne pour l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau et la campagne pour la Journée mondiale de l'eau ont formé la campagne de coopération dans le domaine de l'eau 2013.

4. La campagne de coopération dans le domaine de l'eau 2013 a été organisée autour de quatre messages clefs et de cinq objectifs stratégiques (voir encadré 1 et annexe 1).

Encadré 1

Messages clefs et objectifs de l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau

Les quatre messages clefs de l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau

La coopération dans le domaine de l'eau permet d'instaurer la paix.

La coopération dans le domaine de l'eau procure des avantages économiques concrets.

La coopération dans le domaine de l'eau est essentielle pour le développement socioéconomique, l'élimination de la pauvreté, l'équité sociale, l'égalité des sexes et la viabilité environnementale.

La coopération dans le domaine de l'eau est cruciale pour conserver les ressources en eau, veiller à leur pérennité et protéger l'environnement.

Les cinq objectifs stratégiques de l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau

1. Faire mieux connaître l'importance, les avantages et les difficultés de la coopération sur les questions relatives à l'eau;
2. Développer les connaissances et renforcer les capacités en matière de coopération dans le domaine de l'eau;
3. Promouvoir des activités concrètes et innovantes en faveur de la coopération dans le domaine de l'eau;
4. Encourager, à titre hautement prioritaire et au-delà de 2013, les partenariats, le dialogue et la coopération dans le domaine de l'eau;
5. Renforcer la coopération internationale entre les institutions, les utilisateurs, les secteurs social et économique, et autres, en vue de réaliser un consensus sur les objectifs de développement durable pour l'après-2015 qui réponde véritablement à nos besoins futurs en eau.

II. Impact de la campagne pour l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau et de la campagne pour la Journée mondiale de l'eau

5. Afin d'atteindre les buts et objectifs de la campagne de coopération dans le domaine de l'eau, les membres et partenaires d'ONU-Eau, ainsi que d'autres participants à la campagne, ont encouragé un public mondial divers à participer aux

activités liées à la célébration de l'Année. Ce public comprenait, entre autres, des jeunes, des enfants, des adultes, des secteurs économiques, des communautés autochtones et locales, des groupes de femmes, des membres de la société civile, des gouvernements et des décideurs, des organisations de défense des bassins fluviaux, des organisations internationales, des organismes de financement internationaux et les médias. Non seulement l'Année et la Journée mondiale de l'eau visaient ce public ciblé mais elles ont aussi incité ces différents groupes à mener des activités concrètes. Certains n'y ont pas participé directement mais indirectement par l'intermédiaire de gouvernements nationaux ou d'administrations locales, d'organisations internationales ou de la société civile. Les interventions ne visaient pas toutes les mêmes groupes et les objectifs ne s'appliquaient pas dans la même mesure à tous les publics.

6. Des informations sur l'impact qu'a eu la campagne grâce aux manifestations organisées et aux contributions apportées ont été recueillies dans la base de données sur les manifestations du site Web de l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau (982 entrées), ainsi que grâce à un sondage¹ effectué par l'UNESCO (311 réponses). Ce sondage visait à encourager les participants à l'Année et à la Journée mondiale de l'eau à échanger des données d'expérience, et à établir une synthèse des réalisations. Bien que de taille modeste, vu le nombre limité de réponses, le sondage a permis de recueillir de précieuses indications sur l'impact de la campagne dont on s'est servi dans le présent rapport, tout en ayant pleinement conscience de leurs limites.

7. Ainsi, 548 409 personnes au total auraient directement participé aux activités relatives à l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau ou auraient été touchées par celles-ci (sur la base de 199 réponses à la question). Ce chiffre se fonde sur le sous-ensemble des activités dont il a été fait état lors du sondage de l'UNESCO, effectué de décembre 2013 à mars 2014. Cependant, sur la base des 982 manifestations enregistrées sur le site Web de l'Année et d'un sondage sur les activités publiées sur des sites Web, il ressort que la vaste majorité des contributions n'ont pas été signalées. Si l'on part de l'hypothèse que 2 % des activités ont été signalées, il y a tout lieu de penser que le nombre total de personnes qui auraient directement participé aux activités relatives à l'Année ou auraient été touchées par celles-ci est largement supérieur à 25 millions. Ainsi, une seule activité organisée en Espagne par une université, qui n'a pas été signalée, a réuni plus de 150 000 personnes; la plupart des émissions télévisées consacrées à l'Année n'ont pas non plus été prises en compte. Ces exemples illustrent la difficulté qu'il y a à fournir des données exactes sur le nombre total de contributions et de personnes impliquées; aussi le sous-ensemble communiqué doit-il être considéré comme une forte sous-estimation du véritable impact de l'Année.

8. S'agissant des objectifs de l'Année, les participants ont souvent indiqué qu'ils avaient appuyé plusieurs buts et objectifs, mais que seule une partie des réponses (199 sur 311, voir plus haut) contenait des informations sur le nombre de personnes touchées par les activités de l'Année, à la fois directement (présence ou

¹ Le questionnaire, qui contenait 33 questions, a été envoyé à tous les participants connus à l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau et à la Journée mondiale de l'eau (sur la base du registre des manifestations d'ONU-Eau et de la base de données des contacts de l'UNESCO pour l'Année (plus de 2 000 contacts) et publié sur les pages Web correspondantes en anglais, en espagnol et en français.

participation personnelle) et indirectement (publications, sites Web, vente de CD et de DVD), ce qui donne à penser que ce nombre est en fait bien plus élevé. Le nombre d'activités et le nombre de personnes touchées ne sont pas proportionnels. Ainsi, 78 % des activités signalées (243) ont contribué à faire mieux connaître l'importance, les avantages et les difficultés de la coopération sur les questions liées à l'eau, à 547 391 personnes; 49 % (151 activités) ont amélioré les connaissances et renforcé les capacités en matière de coopération dans le domaine de l'eau de 457 631 personnes; 39 % (121 activités) ont encouragé 368 165 personnes à titre hautement prioritaire, à établir des partenariats, un dialogue et une coopération dans le domaine de l'eau, en 2013 et au-delà; 28 % (87 activités) ont incité 399 164 personnes à mener des activités concrètes et innovantes en faveur de la coopération dans le domaine de l'eau; et enfin, selon le sondage, seules 24 % des activités (76) ont permis de renforcer la coopération internationale entre les institutions, les utilisateurs, les secteurs social et économique, et autres.

9. La nature même de la campagne, qui était largement fondée sur l'organisation de manifestations et le recours aux outils de sensibilisation et aux médias pour faire passer son message et créer un effet d'entraînement, influait sur la capacité d'en mesurer l'impact par objectif. Il était impossible d'en quantifier l'impact, en particulier pour les objectifs 2 (Développer les connaissances et renforcer les capacités en matière de coopération dans le domaine de l'eau), 3 (Promouvoir des activités concrètes et innovantes en faveur de la coopération dans le domaine de l'eau) et 4 (Encourager, à titre hautement prioritaire et au-delà de 2013, les partenariats, le dialogue et la coopération dans le domaine de l'eau) parce que les objectifs d'étape, les indicateurs de résultats et les résultats escomptés, n'avaient pas été préalablement définis. Pour donner une idée générale des incidences de la campagne, qui sont difficiles à mesurer, une description des grandes manifestations officielles organisées pour l'Année servira à illustrer les principales contributions qui ont un impact dans des domaines multiples.

1. Sensibilisation

10. Afin d'évaluer et d'expliquer les problèmes et les obstacles en matière de coopération dans le domaine de l'eau et d'y apporter des solutions, ONU-Eau s'est dotée d'une identité visuelle et d'une stratégie de communication pour la campagne de coopération dans le domaine de l'eau en 2013, qui ont été reprises lors de la conception du site Web et dans les publications, les différents supports de la campagne et le logo, en vue de la plus large diffusion possible. Le logo conjoint de l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau et de la Journée mondiale de l'eau a intégré les expressions culturelles de nombreux pays sous la forme de motifs et de dessins locaux traditionnels, qui symbolisaient la diversité dans la complémentarité. Tous les logos pouvaient être téléchargés. Outre sa version originale, le logo a été traduit dans plus de 60 langues, par des volontaires dans le monde entier. Grâce à un moteur de création de logo (élaboré avec le concours du Programme d'ONU-Eau pour le développement des capacités dans le cadre de la Décennie), les utilisateurs ont créé d'innombrables déclinaisons.

11. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a hébergé le site Web de la campagne à l'adresse suivante : www.watercooperation2013.org. Tout au long de l'Année, le site Web a publié un fil de nouvelles et envoyé des bulletins d'information, reliés à des outils interactifs, à des publications et à des manifestations. Les partenaires et membres d'ONU-Eau

ont fourni du contenu et des supports, tels la brochure de l'Année en six langues, le guide de sensibilisation et 3 graphiques et 10 fiches d'information. Le site Web comprenait un registre, une carte du monde des manifestations et activités, une liste de contacts et des liens vers les médias sociaux. Il contenait aussi des affiches et des tracts, des modèles de tee-shirt, des bandes dessinées éducatives, des jeux, le récit d'activités couronnées de succès, une liste des manifestations organisées dans le monde, et de partenaires et des bases de données sur les contributions. Le site a connu un succès mondial avec 378 901 visiteurs et plus d'un million de pages consultées en 2013.

12. La campagne a également reçu eu un grand retentissement dans les médias. Tout au long de 2013, les questions liées à l'Année ont fait l'objet d'articles de presse et été abordées dans les médias audiovisuels. En tout, 6 374 articles dans 17 langues ont mentionné l'Année et la Journée de 2013 dans la presse écrite ou dans les médias en ligne du monde entier, dont 3 499 en Europe et en Amérique du Nord, 1 085 en Amérique latine, 1 271 en Asie et dans le Pacifique, 199 en Afrique et 320 dans les États arabes (outil d'analyse : Meltwater). En premier lieu, les organisateurs ont entendu parler de l'Année à la télévision, puis sur la page Facebook de l'Année, par la presse, par leurs collègues et partenaires, par les autres réseaux sociaux et sur le site Web de l'Année.

2. Développement des connaissances et renforcement des capacités

13. La campagne pour la coopération dans le domaine de l'eau, qui a été l'occasion de diffuser des documents didactiques et d'offrir un accès à des renseignements utiles et à une série de conférences et de manifestations organisées dans le monde entier, a facilité l'échange de connaissances techniques et le partage de données scientifiques. Les membres et partenaires d'ONU-Eau ont publié des ouvrages, qui sont venus compléter, et parfois, enrichir d'autres documents concernant la campagne. De nombreux ateliers et outils d'information ont permis à des hommes et à des femmes d'acquérir des compétences en matière de coopération dans le domaine de l'eau et ont favorisé l'échange de connaissances.

14. Des ouvrages conçus en vue de collecter et de partager des données propres à améliorer la coopération dans le domaine de l'eau après 2013 ont été mis à disposition par plusieurs organismes, sur papier ou en ligne (voir la page Web contenant des informations sur l'Année internationale)². Beaucoup de documents ont aussi été diffusés à l'occasion de ces manifestations, comme par exemple :

- Le numéro spécial de *Planète science*, vol. 11, n° 1 (UNESCO, 2013);
- *Water : catalyst for cooperation* (Global Water Partnerships, 2013);
- *Capacity development for Water Cooperation*, UNW-DPC Capacity Pool Issue n° 16 (UNW-DPC 2013);
- *Monograph on Water Cooperation* (UNW-DPAC, 2013);
- *Free Flow : coopérer pour assurer la sécurité de l'approvisionnement en eau* (publication conjointe UNESCO/Tudor Rose, octobre 2013);
- Un poster intitulé : *The Water Convention: 20 years of successful water cooperation*;

² <http://www.unwater.org/water-cooperation-2013/get-involved/other-resources/en/>.

- Un poster (en 23 langues), le diagramme du Cycle de l'eau et un questionnaire élaboré en coopération avec le US Geological Survey (en 7 langues), des cartes postales, un calendrier, un choix de logos et des affiches à imprimer.

15. La campagne a aussi incité et aidé de nombreux participants à organiser des manifestations et à promouvoir la coopération sur les questions se rapportant à l'eau à tous les niveaux, créant ainsi un processus d'apprentissage par la pratique tout au long de l'année (voir sect. III du présent rapport).

3. Susciter des initiatives novatrices

16. La participation systématique de jeunes représentants, garçons et filles, à la cérémonie de célébration et à de nombreuses autres manifestations, à un niveau où ils pouvaient partager leurs points de vue avec l'ensemble du public, a été une des innovations importantes qui ont émaillé l'année. Ces points de vue ont été pris en compte dans les documents finals et les recommandations. Cela devrait favoriser durablement la coopération dans le domaine de l'eau à l'échelle mondiale.

17. En 2013, les milieux d'affaires internationaux ont aussi accompli des progrès en ce qui concerne la coopération dans le domaine de l'eau, notamment grâce à des initiatives telles que celle intitulée Mandat des chefs d'entreprise pour l'eau, du Pacte mondial, qui regroupe plus d'une centaine de grandes sociétés ayant pris des engagements publics concernant la gestion de l'eau. Ainsi, dans le cadre de cette initiative, une manifestation internationale sur les priorités pour l'après-2015 a été organisée en mars à Mumbai en vue d'étudier les moyens par lesquels les sociétés pourraient mieux coordonner leurs activités avec la société civile, les gouvernements, les organismes des Nations Unies et d'autres parties prenantes. La Plateforme d'action pour l'eau, premier projet mondial de partenariat en ligne mis en place au titre de l'initiative, a suscité un intérêt toujours croissant, terminant l'année avec près de 300 projets de collaboration dans le monde.

18. À la faveur de l'Année internationale, de nouvelles dynamiques ont vu le jour dans le cadre des initiatives existantes. Les efforts concertés déployés par de nombreux acteurs ces dernières années se sont ainsi traduits par une nette augmentation des engagements en faveur de la Convention de 1997 sur l'eau, qui entrera en vigueur en août 2014, sachant qu'en mai 2014, le Viet Nam a été le vingt-troisième pays qui a adhéré à la Convention. En 2013, les adhésions de quatre États Membres ont été enregistrées, soit le chiffre le plus élevé depuis 1997, à l'instar de 2012 où il y avait eu quatre adhésions (et une ratification avait aussi été enregistrée). Globalement, depuis que l'Assemblée générale a adopté sa résolution 65/154 relative à l'Année internationale, 16 États ont souscrit aux obligations énoncées dans la Convention³. Le respect du droit international est essentiel pour promouvoir la coopération dans le domaine de l'eau, et le droit des droits de l'homme et les accords multilatéraux sur l'environnement, en particulier, peuvent servir de fondement pour élaborer une stratégie de coopération coordonnée et cohérente dans le domaine de l'eau.

4. Partenariats, dialogue et coopération

19. Venant s'ajouter aux entités des Nations Unies et aux États Membres qui participent aux opérations susmentionnées, d'autres mécanismes et organisations

³ Voir : http://www.internationalwaterlaw.org/documents/intldocs/watercourse_status.html.

thématiques ou régionales se sont joints à la campagne, notamment, la Convention sur la diversité biologique, la Convention de Ramsar sur les zones humides, le processus de ratification de la Convention de 1997 sur les cours d'eau, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Grâce à la coordination avec ONU-Eau et son réseau d'antennes, notamment, l'UNESCO et ses partenaires ont établi des liens entre l'Année internationale et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) pour l'Afrique subsaharienne, la Commission économique et sociale pour l'Asie de l'Ouest (CESAO) pour les pays arabes et l'Asie de l'Ouest, la Commission économique pour l'Europe (CEE) pour l'Europe orientale, les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (EOCAC) et l'Organisation internationale du Travail (OIT) pour le programme commun-OMD au Nicaragua, au Panama et au Paraguay, par exemple.

20. Des liens de synergie entre les initiatives et les mécanismes existants sont apparus tout au long de l'Année internationale et par la suite. Plusieurs journées mondiales en 2013 ont ainsi été consacrées à la coopération dans le domaine de l'eau, comme par exemple, la Journée mondiale des zones humides (Convention de Ramsar), la Journée internationale de la diversité biologique, la Journée mondiale du tourisme et la Journée mondiale de la science.

21. De manière générale, la nécessité d'instaurer des partenariats dans tous les secteurs et dans toutes les régions a été un leitmotiv tout au long de l'Année, qui devrait influencer durablement les acteurs du secteur de l'eau dans l'action qu'ils mènent pour garantir à tous un approvisionnement durable en eau.

5. Programme international de développement et Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau

22. Il faut replacer l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau dans le contexte du programme international de développement des Nations Unies : les principes de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement recommandent depuis 1992 aux « États, aux secteurs clefs de la société et aux peuples » [A/CONF.151/26 (Vol. I)] de coopérer pour atteindre les objectifs fixés dans l'Action 21 et son chapitre 18 consacré à l'eau, la décision de célébrer la Journée mondiale de l'eau depuis 1993, les cibles liées à l'eau (7.c) dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement, et la reconnaissance internationale de l'importance cruciale que revêtent l'eau et l'assainissement pour toutes les questions se rapportant aux objectifs du Millénaire pour le développement. Toutes ces mesures tiennent compte de la nécessité de renforcer la coopération dans le domaine de l'eau à tous les niveaux, local, national, régional et international, en associant toutes les parties prenantes.

23. Faisant écho à l'évolution des activités se rapportant à l'eau au niveau international, la Décennie internationale d'action 2005-2015 sur le thème « L'eau, source de vie » a été proclamée dans la résolution 58/217 de l'Assemblée générale afin de poursuivre « la coopération à tous les niveaux, en vue de la réalisation des objectifs relatifs aux ressources en eau convenus sur le plan international qui sont énoncés dans l'Action 21, le Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre de l'Action 21, la Déclaration du Millénaire et le Plan de mise en œuvre de

Johannesburg ». Dans sa résolution relative au droit d'accès à l'eau potable et à l'assainissement, le Conseil des droits de l'homme a souligné le rôle important de la coopération internationale pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement correspondants (résolutions 64/292 et 68/157).

24. En juin 2012, à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, les chefs d'État et de gouvernement et les représentants de haut niveau ont constaté dans le document final « L'avenir que nous voulons » (résolution 66/288 de l'Assemblée générale, annexe) que l'eau était « au cœur du développement durable » et ont réaffirmé les engagements énoncés dans le Plan de mise en œuvre de Johannesburg et la Déclaration du Millénaire ainsi que ceux se rapportant au droit à l'eau potable et à l'assainissement. Dans cette optique, « L'avenir que nous voulons » a en outre souligné qu'il fallait s'attaquer à une série de problèmes liés à l'eau, notamment les phénomènes extrêmes, la pollution et le traitement des eaux usées, et a rappelé que « l'assistance et la coopération internationales étaient nécessaires ».

25. ONU-Eau, les États Membres et d'autres acteurs ont organisé des activités et des manifestations importantes pour célébrer l'Année internationale, considérées comme des moments marquants de l'Année, qui ont permis de recenser les progrès accomplis et de définir des orientations pour l'après-2013, conformément à l'objectif 5 de l'Année internationale, qui consiste à renforcer la coopération internationale entre les institutions, les usagers, les secteurs sociaux et économiques et autres afin de dégager un consensus sur les objectifs de développement durable en prévision de l'après-2015, qui permettra de répondre efficacement à nos besoins futurs en matière d'eau. Ces activités ont aussi permis de promouvoir tous les objectifs énoncés dans le cadre de l'Année internationale et ont concerné tous les domaines pertinents, entre autres, l'éducation, la culture, la problématique hommes-femmes, les sciences, la prévention et le règlement des conflits, ainsi que les aspects éthiques. Tout au long de ces manifestations, les organisateurs et les participants ont contribué à concrétiser la proposition consistant à définir un objectif de développement durable se rapportant à l'eau.

Conférence internationale annuelle d'ONU-Eau à Saragosse « Préparatifs pour l'Année internationale 2013. Coopération dans le domaine de l'eau : le temps d'agir », janvier 2013 (Europe)

26. Le Programme d'ONU-Eau pour le plaidoyer et la communication dans le cadre de la Décennie a organisé cette conférence du 8 au 10 janvier 2013, à Saragosse (Espagne). La conférence a rassemblé des experts de l'ONU, des participants à des études de cas en Bolivie, au Guatemala, en Inde, au Kenya, à Madagascar, au Pérou et en Espagne et d'éminents spécialistes du monde entier. Il s'agissait de la première grande manifestation organisée durant la période de l'Année internationale. Les études de cas présentées à Saragosse ont été utilisées par la suite durant la campagne, notamment dans la brochure pour l'Année internationale. Les participants à la Conférence ont conclu que si la volonté politique, les cadres juridiques, le principe de responsabilité et les structures institutionnelles offrent un fondement solide pour la coopération dans le domaine de l'eau, le succès de cette entreprise sera le résultat d'un processus à long terme, qui exigera du temps, de la patience et une confiance mutuelle.

Encadré 2

Contribution à la préparation du programme de développement pour l'après-2015 dans le cadre de l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau

Ébauche du document présenté à la Consultation thématique mondiale sur l'eau en préparation du programme de développement pour l'après-2015

La Consultation thématique mondiale sur l'eau, intitulée « Le monde que nous voulons 2015 », organisée sous l'égide d'ONU-Eau, en coopération avec le Département des affaires économiques et sociales et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), avec l'aide de la Jordanie, du Libéria, du Mozambique, des Pays-Bas et de la Suisse, a contribué à définir le rôle de l'eau dans le programme de développement pour l'après-2015. La Consultation thématique mondiale sur l'eau en perspective de l'après-2015 a mobilisé le public par le biais du Web et des réseaux sociaux et a offert diverses perspectives et apporté un nouvel éclairage sur les problèmes que rencontrent les populations dans le domaine de l'eau pour améliorer leur vie et celle de leurs concitoyens. Au-delà des plateformes de discussion en ligne, la consultation a permis d'instaurer des dialogues directs interactifs et mobilisateurs dans nombre de pays.

Afin de préciser et d'explorer les divers rôles que joue l'eau, et suivant l'orientation donnée par la Conférence Rio +20, la consultation a combiné deux approches et des publics complémentaires. Cette consultation générale à l'échelle mondiale s'adressait à des personnes qui s'intéressent globalement à l'eau et a encouragé les participants à échanger leurs points de vue. De manière plus précise, trois sous-consultations ont été organisées en vue d'encourager des débats hebdomadaires approfondis autour des thèmes suivants : Eau, assainissement et hygiène – gestion des ressources en eau (conduite par la CENUE); Gestion des eaux usées et qualité de l'eau (conduite par ONU-Habitat et AquaFed).

Les consultations thématiques mondiales sur l'eau ont constitué un apport important pour le processus intergouvernemental sur les objectifs de développement durable. Il est largement admis que la coopération dans le domaine de l'eau relève de la responsabilité de tous et ne peut être réalisée que par un effort conjoint aux niveaux local, national, régional et mondial et à travers des partenariats avec une multitude de parties prenantes. La coopération dans le domaine de l'eau revêt une importance fondamentale pour atteindre nos objectifs communs et assurer un avenir prospère et durable.

Les principales conclusions issues de la Consultation thématique mondiale sur l'eau ont été formulées à la Réunion finale de haut niveau qui s'est tenue à La Haye en marge de la célébration de la Journée mondiale de l'eau, le 22 mars 2013, dans le cadre de l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau.

En janvier 2014, 31 membres d'ONU-Eau issus du système des Nations Unies et 36 partenaires internationaux ont dispensé des avis techniques généraux aux États Membres pour qu'ils accordent une place centrale à l'eau dans le programme de développement pour l'après-2015. Un objectif élargi donnerait la mesure de l'importance fondamentale que revêt l'eau pour les humains et pour l'environnement (<http://www.unwater.org/topics/water-in-the-post-2015-development-agenda/en/>).

Cérémonie de lancement pour l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau en 2013, UNESCO, février 2013, Paris (Europe)

27. L'UNESCO a organisé le lancement de l'Année internationale à son siège le 11 février 2013 devant plus de 170 participants et en la présence du Président d'ONU-Eau et Secrétaire général de l'OMM, du Directeur général de l'UNESCO et des représentants de haut niveau de plusieurs États Membres et de l'Union européenne, d'ONU-Eau et d'autres organisations partenaires. Le slogan de l'Année internationale a été annoncé officiellement à cette occasion.

28. Le choix du slogan de l'Année internationale est le fruit d'une collaboration entre les publics du monde entier. Un comité de sélection composé de l'équipe de gestion d'ONU-Eau, de l'UNESCO, de la CEE et du Programme d'ONU-Eau pour le plaidoyer et la communication dans le cadre de la Décennie et de la société civile avait retenu 10 propositions sur les 12 000 ou plus qui avaient été reçues d'environ 5 000 personnes de 180 pays. À l'issue d'un sondage final en ligne, 3 000 participants ont choisi le slogan « De l'eau, de l'eau partout, mais à condition de partager », proposé par M^{me} Megha Kumar, de l'Inde.

29. Lors de la cérémonie de lancement, l'UNESCO a organisé une rencontre de jeunes en association avec des écoles locales et internationales et le Parlement mondial de la jeunesse pour l'eau. Réunis au Pavillon de l'eau à Paris, plus de 100 jeunes représentants issus d'une trentaine de pays ont discuté de la situation de l'eau dans le monde et notamment des questions suivantes :

- L'accès à l'eau;
- La coopération dans le domaine de l'eau au service du Programme mondial de développement durable;
- La réduction des catastrophes;
- La coopération aux niveaux régional et national;
- La coopération, l'éducation et le renforcement des capacités;
- Les jeunes.

Les participants ont élaboré la Déclaration des jeunes sur la coopération dans le domaine de l'eau, dans laquelle ils ont notamment mis l'accent sur les problèmes suivants :

- Le manque d'infrastructures et l'augmentation de la pollution due aux activités humaines, notamment le déboisement, la production industrielle, la

surconsommation et le gaspillage incontrôlé, qui ont une incidence sur la qualité et la quantité d'eau douce;

- Le manque de connaissances et de compétences à tous les niveaux face aux causes et aux conséquences des changements dans le monde, notamment les changements climatiques;
- La nécessité de renforcer la coopération dans le domaine de la gestion des réseaux hydriques transfrontières.

30. À la suite de quoi, les participants ont décidé d'assumer « la responsabilité de prendre des mesures concrètes en fonction des besoins et de la réalité de nos bassins hydrographiques respectifs » (Déclaration des jeunes). La présence de jeunes représentants à de nombreuses manifestations dans le monde entier a fait écho à cette dynamique.

*Forum de haut niveau de la Journée mondiale de l'eau
La Haye, le 22 mars (Europe)*

31. La manifestation officielle de la Journée mondiale de l'eau qui s'est tenue à La Haye a été l'occasion d'échanger de bons exemples et des pratiques exemplaires en matière de coopération dans le domaine de l'eau du point de vue mondial ainsi que diverses opinions concernant notamment les politiques, la société civile, la science et le monde des affaires. La célébration de la Journée mondiale de l'eau a mis l'accent sur les résultats de la Consultation thématique sur l'eau en prévision de l'après-2015. La Journée mondiale de l'eau portait sur la coopération dans le domaine de l'eau, fondement de la paix et du développement durable et comprenait : a) une séance plénière d'ouverture au cours de laquelle ont été prononcés des discours liminaires visant à donner le ton et à souligner les objectifs de la réunion; b) une série de réunions thématiques visant à dégager les approches de la coopération dans le domaine de l'eau adoptées par différents groupes d'intervenants et à élaborer une contribution destinée au Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015; c) un forum de haut niveau qui a fait le bilan de la Journée mondiale et souligné que l'eau devait être inscrite au futur programme de développement si l'on voulait obtenir des résultats clefs sur le plan de l'économie, de l'équité, de l'emploi, de la santé, de l'éducation, de l'agriculture ainsi que de l'alimentation et de l'énergie et continuer par ailleurs à bénéficier des services rendus par les écosystèmes et à renforcer la résilience face aux changements climatiques. De nombreux et divers intervenants étaient présents : on a compté 588 participants représentant ONU-Eau, les États Membres, le milieu universitaire, les ONG, les jeunes, les chefs autochtones et spirituels ainsi que le secteur privé.

32. Les moyens suivants ont été utilisés pour communiquer au sujet de la Journée mondiale de l'eau : les pages Web des membres et partenaires d'ONU-Eau, qui ont cumulé en cette journée mondiale 173 000 visites et plus de 176 000 pages vues; la page du Gouvernement néerlandais consacrée à cette manifestation; un dossier de presse; une diffusion sur le Web en direct regardée par plus de 8 000 personnes; le dossier de programme de la Journée mondiale; le bulletin d'information électronique sur l'eau de l'UNESCO consacré à cette journée; la carte des manifestations marquant la Journée mondiale de l'eau; une campagne avec photos et vidéos diffusée sur les médias sociaux, qui a été vue par plus de 220 000 personnes; le Water Couch, un espace réservé aux interviews filmées. Près de 50 membres de la

presse ont assisté à cette manifestation. Des interviews ont été réalisées pendant et avant la Journée mondiale afin de mieux faire connaître la question de la coopération dans le domaine de l'eau. La Journée mondiale de l'eau a bénéficié d'une importante couverture médiatique, notamment dans la presse et les médias audiovisuels internationaux, qui ont axé leurs reportages sur la coopération dans le domaine de l'eau. Des manifestations publiques, culturelles et médiatiques en lien avec la Journée mondiale de l'eau ont été présentées le 22 mars à l'intérieur et à l'extérieur du site, y compris un concert du chef d'orchestre Tan Dun, Ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO, des sons aquatiques, des représentations théâtrales ainsi que des œuvres d'art et des documents sur le sujet. Des « marches pour l'eau » mettant en lumière la participation des enfants à cette campagne ont été organisées aux Pays-Bas et dans le reste du monde.

33. Parallèlement à la célébration de la Journée mondiale de l'eau organisée par ONU-Eau à La Haye et conformément à la résolution 67/204 de l'Assemblée générale sur la mise en œuvre des activités au titre de l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau, un dialogue de haut niveau a été tenu à New York à la soixante-septième session de l'Assemblée pour marquer cette année internationale ainsi que le vingtième anniversaire de la Journée mondiale de l'eau. Ce dialogue a été mis en communication avec La Haye par liaison vidéo durant le Forum de haut niveau.

34. Près de 730 manifestations organisées par divers intervenants (écoles, ONG, autorités locales et gouvernementales, bureaux des Nations Unies, etc.) ont été présentées sur le site officiel de la campagne en faveur de la coopération dans le domaine de l'eau pour 2013. On trouvera une analyse plus détaillée de ces manifestations dans les parties III et IV du présent rapport.

*Conférence internationale de haut niveau sur la coopération
dans le domaine de l'eau
Douchanbé (Tadjikistan), les 20 et 21 août (Asie)*

35. L'offre du Gouvernement tadjik d'organiser cette réunion avait été saluée par l'Assemblée générale dans sa résolution 67/204 sur la mise en œuvre de l'Année internationale. Le fait que le Tadjikistan ait souhaité organiser cette conférence témoigne de son engagement dans l'organisation des manifestations tenues dans le cadre de cette année internationale, qu'il avait proposé de créer. La Conférence a réuni des représentants de gouvernements, d'organisations internationales et régionales et de la société civile. Elle s'est inscrite dans le prolongement des débats menés dans le cadre du Dialogue de haut niveau organisé à New York et du Forum de haut niveau tenu à La Haye, ainsi que d'autres manifestations internationales et régionales relatives à la coopération dans le domaine de l'eau. Lors des sessions plénières, les participants aux débats de haut niveau et aux manifestations spéciales ont formulé des propositions qui sont résumées dans le Cadre d'action de Douchanbé pour la coopération dans le domaine de l'eau⁴.

36. La Déclaration de Douchanbé sur l'eau qui est issue de cette conférence encourage la prise de mesures à tous les niveaux afin de faire progresser la coopération. Elle recommande notamment :

⁴ www.hlicwc.org http://www.womenforwater.org/docs/outcome_documents_eng.pdf.

- De mettre en valeur et de gérer de façon coopérative les ressources en eau transfrontières au niveau des bassins;
- De nouer un dialogue plus régulier aux niveaux local, national et régional afin de promouvoir la mise en valeur et la gestion coopératives de l'eau par-delà les frontières et les limites sectorielles pour le bien de toutes les parties concernées, conformément au droit international;
- De tenir compte de l'importance des savoirs autochtones et de toutes les parties prenantes, y compris les femmes et les enfants, qui peuvent être des moteurs de changement;
- De faire en sorte que les questions relatives aux ressources en eau, à l'eau potable et à l'assainissement ainsi qu'à la gestion des eaux usées soient dûment examinées dans le cadre de l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015.

*Semaine mondiale de l'eau de Stockholm : coopération dans le domaine de l'eau – mise en place de partenariats
Stockholm, du 1^{er} au 5 septembre (Europe)*

37. La manifestation annuelle tenue à Stockholm et organisée par l'Institut international de l'eau à Stockholm a été coordonnée en 2013 avec ONU-Eau compte tenu de l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau. Lors de cette semaine, plus de 270 organisations ont proposé plus de 100 manifestations portant sur des aspects très variés de la coopération dans le domaine de l'eau, notamment la santé des écosystèmes, le rôle du secteur privé, l'utilisation des technologies informatiques dans la gouvernance de l'eau, la coopération transfrontière, l'eau, l'énergie et l'alimentation, l'atténuation et l'adaptation en réponse aux changements climatiques, l'eau douce et les océans, la gouvernance des eaux souterraines, la coopération entre et au sein des différents niveaux de juridiction pour une bonne gestion de l'eau, le rapprochement entre l'aménagement du territoire et la gestion de l'eau, les répercussions des incertitudes climatiques sur la question de l'eau et l'art et la science de la coopération dans le domaine de l'eau⁵. Comme la Semaine mondiale de l'eau de Stockholm mettait l'accent sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, la CESA et l'Institut fédéral des géosciences et des ressources naturelles ont lancé l'inventaire des ressources en eau partagées en Asie occidentale afin de favoriser la gestion de ces ressources dans la région arabe. Les membres et partenaires d'ONU-Eau ont pris part activement à la Semaine mondiale de l'eau de Stockholm en participant à des ateliers, des séminaires, des manifestations parallèles et des sessions extraordinaires, y compris un jeu sur la coopération dans le domaine de l'eau et une pièce de théâtre intitulée « Theatre of the Absurd » (théâtre de l'absurde) qui portait sur la sécurité de l'approvisionnement en eau, la coopération et la gouvernance. Les différents supports de la campagne pour l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau ont été présentés au pavillon d'ONU-Eau.

⁵ www.worldwaterweek.org/documents/WWW_PDF/2013/2013_WWW_Report_web.pdf.

38. Les conclusions générales de la Semaine mondiale de l'eau⁶ ont dégagé les points suivants :

- La coopération : Pourquoi et par qui?
- Le domaine de l'eau n'est pas isolé, il constitue un lien;
- Il existe des obstacles mais aussi des éléments favorables à la coopération;
- Les spécialistes de l'eau ne parviennent toujours pas à nouer un véritable dialogue avec les intervenants des autres secteurs;
- Pour que la coopération progresse, les parties concernées doivent sortir de leur zone de confort.

39. Pour ce qui est du programme de développement pour l'après-2015, la Semaine mondiale de l'eau de Stockholm a donné voix à ceux qui demandent que l'eau soit au cœur des objectifs de développement pour 2030 en recommandant ce qui suit :

- Il convient de trouver l'équilibre entre les demandes concurrentes qui pèsent sur les mêmes ressources grâce à l'intégration et la coopération;
- Bien qu'il soit plus difficile de travailler de façon transversale, l'intégration et la coopération sont indispensables et incontournables;
- La difficulté consiste à mettre au point de bonnes stratégies et à parvenir à les exécuter;
- Les coalitions, réseaux et partenariats doivent s'efforcer d'établir des contacts avec de nouveaux partenaires et étudier de nouvelles formes de collaboration pour accroître leur poids et leur visibilité.

*Réunion stratégique et de haut-niveau de l'UNESCO sur la sécurité et la coopération dans le domaine de l'eau
Nairobi, du 11 au 13 septembre (Afrique)*

40. Cette réunion a été organisée en collaboration avec le Gouvernement kényan afin de promouvoir la coopération internationale dans le domaine de l'eau douce, notamment par la planification d'activités conjointes dans le cadre de la huitième étape du Programme hydrologique international de l'UNESCO. Sur les quelque 160 participants issus d'une cinquantaine de pays qui ont participé à la réunion, on a recensé plusieurs ministres, représentants et experts techniques africains de l'eau et de l'environnement. La réunion de haut niveau a mis en évidence l'importance de la coopération scientifique régionale, Sud-Sud et tripartite et les difficultés qui y sont associées, et défendu la nécessité de garantir une bonne gouvernance de l'eau et de coordonner l'exécution des politiques⁷.

⁶ www.worldwaterweek.org/documents/WWW_PDF/2013/2013-Overarching-Conclusions-web.pdf.

⁷ Le rapport complet est disponible à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002259/225993e.pdf>.

*Sommet mondial de l'eau de Budapest
Budapest, du 8 au 11 octobre (Europe)*

41. Cette conférence organisée par le Gouvernement hongrois a réuni des représentants de haut niveau des États Membres de l'Organisation des Nations Unies et d'organismes des Nations Unies, y compris le Secrétaire général et plusieurs directeurs d'organismes, ainsi que des partenaires économiques et sociaux œuvrant dans le domaine de l'eau. Elle visait à contribuer à l'élaboration d'un éventuel objectif de développement durable relatif à l'eau et à donner des orientations concrètes sur les questions les plus pressantes – eau potable, assainissement, traitement des eaux usées, gestion intégrée de l'eau, coopération internationale dans le domaine de l'eau, technologies novatrices – afin de définir les priorités de la politique mondiale de développement pour l'après-2015. Le Sommet de l'eau comprenait également une exposition et de nombreuses manifestations parallèles organisées par les membres et partenaires d'ONU-Eau, notamment le lancement de l'ouvrage intitulé « Free Flow » (libre cours) qui a été publié dans le cadre de l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau.

42. Les groupes concernés présents à ce sommet, les scientifiques, les responsables politiques, les dirigeants du monde des affaires et les représentants de la jeunesse, ont appuyé la Déclaration du Sommet de l'eau de Budapest, intitulée : « A Sustainable World is a Water Secure World » (la viabilité passe par la sécurité de l'approvisionnement en eau)⁸. Cette déclaration recommande notamment d'élaborer un objectif de développement durable complet et distinct pour l'eau ainsi que des cibles spécifiques, mesurables, réalisables, pertinentes et limitées dans le temps (évaluées et réévaluées) en ce qui concerne l'accès universel, la gestion intégrée, la réduction de la pollution et le renforcement de la résilience.

*Programme spécial sur l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau organisé dans le cadre de la trente-septième Conférence générale de l'UNESCO
Paris, le 14 novembre (Europe)*

43. Un programme spécial consacré à l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau s'est tenu en présence du Directeur général dans le cadre de la Commission des sciences de la Conférence générale de l'UNESCO. L'Allemagne, le Brésil, la Corée, les Émirats arabes unis, la Hongrie, l'Inde, le Kenya, le Mexique et le Tadjikistan ont présenté aux représentants des 195 États membres de l'UNESCO les manifestations et activités entreprises au cours de la campagne. Ce programme a souligné les contributions faites à l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau à tous les niveaux, que ce soit par les personnes qui ont participé au concours pour choisir le slogan, les manifestations locales ou encore les conférences et débats internationaux sur la place de l'eau dans le programme de développement pour l'après-2015, et il a offert une occasion de dialoguer à ce sujet.

⁸ www.budapestwatersummit.hu/data/images/Budapest_Water_Summit_Statement_Final_11_October_2013.pdf.

*Cérémonie de clôture de l'Année internationale de la coopération
dans le domaine de l'eau
Mexico, les 5 et 6 décembre (Amérique latine)*

44. L'UNESCO a organisé la cérémonie de clôture de l'Année internationale au nom d'ONU-Eau et avec l'aide du Gouvernement mexicain par l'intermédiaire de sa Commission nationale de l'eau (CONAGUA), qui a également publié le compte rendu de la manifestation⁹. Cette cérémonie comprenait des débats de haut niveau sur les perspectives mondiales relatives à la sécurité de l'approvisionnement en eau et à la coopération dans le domaine de l'eau, sur les principales manifestations et sur les activités organisées par les organismes des Nations Unies au cours de l'Année. Elle a rassemblé plus de 400 participants originaires de 60 pays, y compris des ministres de plusieurs régions et plus de 200 institutions. La première journée a mis l'accent sur la coopération, indispensable au partage de l'eau sans conflit, sur les obstacles et les éléments favorables à la coopération dans le domaine de l'eau et sur le rôle de cette coopération dans la prise de décisions, la science et l'éducation, ainsi que sur la marche à suivre pour réaliser « L'avenir que nous voulons ». Le deuxième jour, des groupes de travail réunis en tables rondes ont débattu des principaux messages qui sont ressortis au cours de cette année. La session de clôture de la cérémonie a mis en relief les prochaines étapes, notamment en mettant l'accent sur la place de l'eau dans l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015, soulignant que ce programme devrait accorder une attention particulière à l'eau.

45. En outre, la manifestation intitulée « Joven+Agua » (les jeunes et l'eau) a rassemblé une quarantaine de représentants des jeunes, principalement issus d'Amérique latine et des Caraïbes, et diverses organisations travaillant sur les questions relatives à l'eau, notamment le Parlement mondial de la jeunesse pour l'eau. Elles ont présenté leurs activités et projets et fait le bilan des activités organisées au cours de l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau.

46. Les participants à la cérémonie de clôture de l'Année internationale ont conclu que la coopération était le seul outil capable d'améliorer la gouvernance et la gestion de l'eau à tous les niveaux, d'offrir à tous l'eau et l'assainissement et d'améliorer la gestion des systèmes transfrontières d'approvisionnement en eau (de surface et souterraine). Ils ont aussi considéré que la coopération dans le domaine de l'eau était un bon moyen de favoriser l'éducation et de renforcer les capacités, qu'elle devait reposer sur une solide connaissance scientifique des questions relatives à l'eau, et qu'elle devait être ouverte à tous les acteurs qui utilisent et gèrent l'eau et qui sont en mesure de contribuer aux démarches à venir, y compris ceux qui ont été sous-représentés jusqu'ici, comme les groupes autochtones. En outre, les participants ont dit que cette coopération devait contribuer à réaliser enfin l'égalité des sexes dans le domaine de l'eau.

⁹ Disponible à l'adresse <https://en.unesco.org/news/now-available-memoirs-closing-ceremony-international-year-water-cooperation-2013>.

III. Manifestations organisées dans le monde entier dans le cadre de la campagne menée pour l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau

47. Les partenaires de la campagne de coopération dans le domaine de l'eau menée en 2013 ont inscrit 982 manifestations sur la carte du monde et dans la base de données du site www.watercooperation2013.org. Une analyse statistique, fondée sur deux types de critères [informations de base (lieu, date, contact, etc.) et informations descriptives (type de manifestation, organisateurs, portée, échelle et public)] a permis d'obtenir les résultats résumés ci-dessous, qui offrent un aperçu des tendances générales observées au cours de la campagne, sans pour autant entrer dans les détails.

1. Lieux

48. Cent-trente pays ont déclaré avoir organisé des manifestations dans le cadre de l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau et de la Journée mondiale de l'eau :

- 2 pays (Inde et États-Unis d'Amérique) ont organisé entre 97 et 101 manifestations (20 % du nombre total de manifestations);
- 4 pays (Brésil, Espagne, Italie et Mexique) ont organisé entre 40 et 53 manifestations;
- 4 pays (Canada, France, Royaume-Uni et Bulgarie) ont organisé entre 20 et 39 manifestations;
- 13 pays ont organisé entre 10 et 20 manifestations;
- 40 pays ont organisé une manifestation;
- 67 pays ont organisé entre 1 et 10 manifestations.

Ces manifestations étaient réparties comme suit, par région :

- Amérique du Nord et Europe occidentale (région de la Commission économique pour l'Europe) : 464 manifestations, soit 47 % du total mondial;
- Asie et Pacifique : 221 manifestations, soit 23 % du total mondial;
- Amérique latine et Caraïbes : 199 manifestations, soit 20 % du total mondial;
- États arabes : 59 manifestations, soit 6 % du total mondial;
- Afrique subsaharienne : 37 manifestations, soit 4 % du total mondial.

2. Type de manifestations

49. Il est ressorti de l'analyse que 54 % des manifestations déclarées avaient été menées dans le cadre de la Journée mondiale de l'eau et 21 % dans le cadre de l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau, et que 25 % étaient liées aux deux événements.

50. Les manifestations ont été classées en fonction de leur échelle : a) locale (56 %); b) nationale (18 %); c) internationale (21 %). Dans 5 % des cas, l'échelle n'était pas précisée.

51. L'analyse montre que 19 % des manifestations (186) ont été définies comme étant d'ordre culturel, 12 % (115) ont pris la forme d'une exposition, 21 % (203) d'un séminaire ou d'une conférence, 10 % (101) d'un atelier et 2 % (22) d'une table ronde, les 36 % restants (354) ayant été classés dans la catégorie « autres ». À ce sujet, les organisateurs ont donné plus d'une centaine de réponses différentes (festival de l'eau, débats entre jeunes, activités pédagogiques, manifestation locale, colloque, forum en ligne, vidéo YouTube, marche pour l'eau, projection de films, manifestation sportive et culturelle, nettoyage de masses d'eau ou encore concours de peinture) rendant l'analyse statistique difficile.

52. En ce qui concerne la présence sur Internet, 712 manifestations (soit plus de 72 %) étaient liées à un site Web à des fins de promotion et 269 n'avaient aucune présence en ligne.

3. Publics visés

53. Pour ce qui est de l'analyse des publics visés, 11 groupes ont été définis, avec la possibilité d'en combiner plusieurs. Dans la plupart des cas, plusieurs groupes étaient ciblés (210 réponses portant sur une ou plusieurs combinaisons).

54. Le groupe cible le plus important était le grand public, avec 229 manifestations, ce qui représente 23 % du public visé, suivi par les enfants, avec 88 manifestations (9 %), et les jeunes, avec 74 manifestations (8 %). Trente-huit manifestations s'adressaient à la fois aux enfants, aux jeunes et au grand public, combinaison qui correspond à 4 % du public visé. Le groupe « autre » (32 manifestations), ainsi que les combinaisons enfants, jeunes, grand public et collectivités locales (28 manifestations) et enfants et jeunes (27 manifestations) représentaient chacun 3 % du public visé total.

55. Dix-sept manifestations étaient adressées à des universitaires (2 % du public visé), 13 à des décideurs (1 %), 11 à des gouvernements (1 %) et 8 au secteur privé (1 %). Les organisations non gouvernementales représentaient aussi 1 % du public visé. Dans la catégorie « autres types de manifestation », 112 réponses différentes ont été fournies à la question du public visé, puis associées à un groupe prédéterminé ou à une combinaison de groupes (parents, médias, municipalités, doctorants, partis politiques, écoles et enseignants, étudiants, milieu universitaire, employés, organisations internationales, familles, etc.). Dans cette catégorie, les manifestations ciblant les étudiants ont été les plus nombreuses (11 au total, soit 10 %).

IV. Analyse des manifestations liées à l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau

56. L'un des principaux objectifs de la campagne de coopération dans le domaine de l'eau de 2013 était de faire participer un public le plus large possible. Afin de compléter et de vérifier les informations recueillies tout au long de l'année, les membres et les partenaires d'ONU-Eau ont élaboré une enquête détaillée (voir par. 6) et invité toutes les personnes s'étant inscrites à répondre aux 33 questions qui y étaient posées. Les principaux résultats obtenus à partir des 311 contributions reçues sont résumés ci-dessous.

1. Analyse en fonction du nombre de manifestations

57. **Ressources affectées à chaque contribution** : Le montant médian¹⁰ des ressources affectées à chaque contribution était de 3 000 dollars.

58. **Nombre de personnes touchées par l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau** (il peut s'agir, en fonction du type de contribution, du nombre de CD/DVD vendus, de publications imprimées, de visites de sites Web, de participants, de projections de film, etc.) : en moyenne, chaque contribution a touché 2 778 personnes.

59. **Évaluation globale de l'organisation de l'Année** : La moyenne des 166 réponses obtenues à cette question s'élève à 4,19, entre « bien » et « très bien » (sur une échelle allant de 1, « très mauvais », à 5, « très bien »).

60. **Pays d'origine des organisations chargées de l'exécution** : L'Inde est le pays qui compte le plus d'organisations ayant apporté une contribution au cours de l'Année (10 % du nombre total de contributions), suivi par le Pakistan (5 %), la France (4 %) et la Colombie (4 %).

<i>Pays d'origine de l'organisation</i>	<i>Nombre de contributions enregistrées</i>	<i>Pourcentage</i>
Allemagne	9	3
Colombie	12	4
Espagne	7	2,5
États-Unis d'Amérique	10	3
France	14	4
Inde	32	10
Italie	11	3,5
Pakistan	15	5
République tchèque	7	2
Roumanie	9	3
Royaume-Uni	8	3
Total	311	100
Non déterminé	48	15,5

61. **Participation régionale** : L'Amérique du Nord et l'Europe occidentale (26 %) et l'Asie et le Pacifique (25 %) sont les régions qui ont organisé le plus grand nombre de manifestations.

¹⁰ On a utilisé la médiane (point médian dans la distribution statistique des valeurs) plutôt que la moyenne en raison de certaines valeurs extrêmes (une manifestation a par exemple coûté 2 500 000 dollars).

<i>Région</i>	<i>Nombre de contributions enregistrées</i>	<i>Pourcentage^a</i>
I. Amérique du Nord et Europe occidentale	81	26
II. Europe orientale et Asie centrale	28	9
III. Amérique latine et Caraïbes	20	6
IV. Asie et Pacifique	79	25
V. Afrique et États arabes	16	5
Total	311	100
Non déterminé	87	28

^a Aux fins du présent rapport, les pourcentages sont présentés au point ou au demi-point près.

62. Types d'organisations participantes : Les organisations participantes venaient principalement de la société civile (22 %), du système des Nations Unies (16 %), du milieu universitaire (11 %) et du secteur privé (9 %). En outre, 16 % des organisateurs se sont rangés dans la catégorie des « organismes gouvernementaux » et ont dit agir principalement aux niveaux local (7 %) et national (6 %)¹¹. Les membres d'ONU-Eau, à savoir la FAO, l'OIT, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, la Commission économique pour l'Afrique, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le Programme des Nations Unies pour le développement, la CEE, l'UNESCO et l'UNICEF, font partie des principaux organisateurs, l'UNESCO étant responsable à elle seule de plus d'une trentaine de contributions.

63. Types de contributions : Pour le plus grand nombre, il s'agissait de manifestations (58 %), réparties dans les catégories suivantes, non mutuellement exclusives : ateliers (18 %), séminaires (16 %), expositions (15 %), conférences (14 %) et marches (11 %). Beaucoup d'activités destinées aux enfants et aux jeunes ont aussi été organisées (45 %). De nombreuses contributions ont pris la forme de sites Web (17 %), de cours et d'activités de formation (14 %), de publications (13 %) et de projets sur le terrain (13 %).

<i>Types de contributions</i>	<i>Nombre de contributions enregistrées</i>	<i>Pourcentage</i>
Manifestations (générique)	179	58
Activité destinée aux enfants et aux jeunes	141	45
Atelier	57	18
Site Web	54	17
Séminaire	50	16
Exposition	47	15
Conférence	45	14

¹¹ Les participants à l'enquête ont, pour la plupart (23 %), choisi l'option « autre » en indiquant souvent, dans le champ à cet effet, « organisation non gouvernementale », « musée » ou « école ». Si cette question avait été remplie correctement, le pourcentage correspondant à « société civile » s'en serait trouvé augmenté.

<i>Types de contributions</i>	<i>Nombre de contributions enregistrées</i>	<i>Pourcentage</i>
Cours/formation	43	14
Publication	41	13
Projet sur le terrain	41	13
Film/vidéo	38	12
Marche	34	11
Concours	26	9
Festival	22	7
CD/DVD	19	6
Projet de recherche	19	6
Colloque	16	5

64. **Durée des projets sur le terrain (préparatifs inclus) :** On trouvera dans le tableau ci-dessous la durée et le type de projet mené, avec presque autant de projets à court terme, c'est-à-dire de moins de trois mois (17) qu'à long terme, c'est-à-dire de plus d'un an (16). Sur les 41 projets sur le terrain qui ont été conduits, plus de la moitié (27) visaient à informer et à sensibiliser, tandis que le reste (14) portait sur l'approvisionnement en eau et en assainissement.

<i>Durée du projet sur le terrain</i>	<i>Nombre de projets recensés</i>	<i>Pourcentage du nombre total de contributions</i>
Plus de 1 an	16	5,0
Moins de 3 mois	17	5,0
De 3 à 6 mois	4	1,0
De 6 à 12 mois	4	1,5

<i>Type de projet mis en place</i>	<i>Nombre de projets recensés</i>	<i>Pourcentage du nombre total de contributions</i>
Information et sensibilisation	27	9
Approvisionnement en eau et assainissement	14	4

65. **Types de publication :** Les publications ont principalement pris la forme d'articles et de brochures, qui représentent chacun 3 % du nombre total de contributions, et moins souvent de livres ou de rapports de recherche, catégories comprenant 6 contributions chacune.

<i>Type de publication</i>	<i>Nombre de publications recensées</i>	<i>Pourcentage du nombre total de contributions</i>
Article	11	3
Livre	6	2
Brochure	10	3
Autre	6	2
Rapport de recherche	7	2

66. **Groupes cibles** : Les cinq principaux groupes cibles étaient 1) le secteur privé (242 contributions, soit 78 %); 2) les femmes (238 contributions, soit 76 %); 3) les gouvernements (226 contributions, soit 73 %); 4) les organisations non gouvernementales (220 contributions, soit 70 %); 5) les experts (219 contributions, soit 70 %).

<i>Groupe cible</i>	<i>Nombre de contributions enregistrées</i>	<i>Pourcentage</i>
Milieu universitaire	205	66
Enfants	205	66
Jeunes	175	56
Organisations non gouvernementales	220	71
Femmes	238	76
Décideurs	214	69
Experts	219	70
Gouvernements	226	73
Secteur privé	242	78
Collectivités locales	203	65
Grand public	178	57

67. **Façon dont les organisations participantes ont entendu parler de l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau** : Télévision (98 %), page Facebook consacrée à l'Année internationale (91 %), presse (85 %), collègues et partenaires (85 %), autres réseaux sociaux (85 %) et site Web de l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau (60 %).

2. Analyse en fonction du nombre de personnes touchées

68. **Nombre total de personnes concernées/touchées**¹² : En tout, 548 409 personnes ont été touchées par cette Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau, soit directement, parce qu'elles y ont personnellement assisté ou participé, soit indirectement, par exemple après avoir reçu une publication.

69. **Nombre total de personnes concernées/touchées par région** : Amérique du Nord et Europe occidentale : 183 943 personnes, soit la majorité des participants; Europe orientale et Asie centrale : 46 305 personnes; Amérique latine et Caraïbes : 142 340 personnes; Asie et Pacifique : 120 689 personnes; Afrique et États arabes : 2 600 personnes. Plus spécifiquement, les publications ont permis de toucher 459 036 personnes. Enfin, sept pays, à savoir l'Arménie, l'Autriche, le Bangladesh, la Colombie, la France, l'Inde et le Japon, ont indiqué avoir touché plus de 10 000 personnes.

70. Sur l'ensemble des personnes touchées par l'Année, 233 642 ont participé à des manifestations tenant compte des questions liées à l'égalité hommes-femmes (3 651 personnes par manifestation en moyenne). Vingt-cinq pour cent des personnes

¹² Nombre approximatif de participants (en fonction du type de contribution : nombre de CD et de DVD vendus, de publications distribuées, visites de sites Web, ou de participants aux activités organisées, aux manifestations, aux projections de film ou aux projets).

ayant participé au questionnaire ont répondu « oui » à la question « Votre contribution tient-elle compte des questions liées à l'égalité des sexes? ». En outre, la région de l'Asie et du Pacifique est celle où la plupart des contributions accordant une place à ces questions ont eu lieu (33,8 %), suivie par l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale (25 %), l'Afrique et les États arabes (11,3 %), l'Europe orientale et l'Asie centrale (6,3 %) et l'Amérique latine et les Caraïbes (5 %). Les femmes faisaient partie du public visé de 76 % des contributions enregistrées (soit 238), tout comme les jeunes. Les enfants étaient quant à eux visés dans 56 % des cas. Enfin, 19 % des activités enregistrées ont également porté sur les questions liées à l'Afrique.

V. Conclusions

71. L'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau et la Journée mondiale de l'eau ont permis de donner au programme de développement international un nouvel élan dans ce domaine. Le grand nombre de manifestations organisées à travers le monde et le large public touché, issu de milieux très divers, montrent à quel point la coopération dans le domaine de l'eau importe, à l'heure où le monde fait face à des problèmes majeurs. La campagne a contribué à accroître nos connaissances en matière de coopération et à renforcer la volonté politique ainsi que les cadres juridiques en vigueur, les mécanismes de responsabilisation et les structures institutionnelles pouvant constituer une base solide de coopération dans le domaine de l'eau. Il faut poursuivre cette démarche. L'intensification de la coopération dans le domaine de l'eau entre toutes les parties prenantes est un processus à long terme qui demandera du temps, de la patience et de la confiance mutuelle, mais les faits et les chiffres énumérés ci-dessus montrent que la campagne conduite dans le cadre de l'Année internationale a fortement contribué à accroître la coopération à tous les niveaux.

72. La mise en place de partenariats intersectoriels profitables et viables dans toutes les régions ayant constitué le fil rouge de l'Année internationale, cette dernière a probablement contribué à appuyer durablement les efforts déployés par les acteurs concernés pour assurer à tous un approvisionnement durable en eau.

73. Le fait que les jeunes se soient engagés, dans une déclaration, à prendre des mesures concrètes en fonction de l'état effectif des ressources en eau et des besoins, est un autre résultat important de la campagne. La jeunesse était représentée dans de nombreuses manifestations à travers le monde, ce qui a permis d'assurer la coopération entre les générations et qui constitue un élément essentiel du développement durable dans le domaine de l'eau.

74. L'Année internationale a mis en évidence le fait que la coopération dans le domaine de l'eau était primordiale pour améliorer la gouvernance et la gestion à tous les niveaux, assurer un approvisionnement en eau et en assainissement pour tous et améliorer la gestion des réseaux hydrographiques transfrontaliers (eau superficielle et souterraine). La coopération est aussi un bon moyen de favoriser l'éducation et de renforcer les capacités qui doit reposer sur une solide connaissance scientifique des questions relatives à l'eau et être ouverte à toutes les parties qui utilisent et gèrent l'eau et qui sont susceptibles de contribuer aux démarches nécessaires, y compris les parties sous-représentées

comme les peuples autochtones et les plus démunis. En outre, l'Année internationale nous a rappelé qu'il fallait réaliser enfin l'égalité des sexes dans le domaine de l'eau grâce à la coopération.

Liste des annexes disponibles sur le site Web d'ONU-Eau

- I. Information sur la phase préparatoire de l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau de 2013, principaux messages et objectifs
 - II. Déclaration des jeunes
 - III. Cadre de l'analyse des manifestations organisées dans le domaine de l'eau
 - IV. Contributions organisées dans le cadre de l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau et de la Journée mondiale de l'eau et organisations participantes, telles que recensées à l'issue de l'enquête menée par l'UNESCO et ONU-Eau de décembre 2013 à mars 2014.
-